

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

La crise bancaire continue

Le spectre de la crise de 1929

- Economie -

Date de mise en ligne : jeudi 10 avril 2008

Démocratie & Socialisme

Les prêts immobiliers qualifiés de « subprime » étaient accordés par les banques américaines à des salariés pauvres. Ce système ne pouvait fonctionner que dans un contexte de hausse des biens immobiliers qui assurait aux banques qu'elles seraient remboursées, quoi qu'il arrive, en vendant le logement hypothéqué pour garantir l'emprunt.

Mais, au cours des trois années précédant l'éclatement de la crise d'août 2007, les salaires américains avaient stagné tandis que les taux des prêts augmentaient, au même rythme que les taux de la Réserve Fédérale (FED).

En 2007, de nombreux salariés pauvres américains ont donc été obligés de cesser de payer leur mensualité et de vendre leur logement pour rembourser les organismes de crédit. Plus d'un million de logements ont été ainsi vendus cette année-là, entraînant la chute des prix des logements et l'éclatement de la bulle spéculative immobilière.

Les organismes qui avaient accordés ces crédits n'avaient pas gardé pour eux ces créances, mais les avaient mis sous forme de titres regroupant d'autres créances et les avaient cédé sur les marchés financiers. Ces titres s'étaient, ainsi, retrouvés dans les portefeuilles de la plupart des banques sans que personne ne sache vraiment jusqu'à quel point les termites des « subprime » avaient miné leurs charpentes. La crise immobilière s'était, en novembre/août 2007, transformé en crise boursière puis en crise bancaire que les banques centrales avaient momentanément jugulée en offrant des centaines de milliards d'euros ou de dollars de liquidités aux banques privées.

Les spéculateurs, de nouveau paniqués

Il faut comprendre ces pauvres spéculateurs.

En janvier 2008, une banque privée britannique, la Northern Rock était nationalisée. C'était l'ultime solution qui restait pour lui permettre de faire face aux demandes de retraits de ses déposants. Une nationalisation totalement incongrue dans le pays de Mme Thatcher, d'Anthony Blair ou de Gordon Brown. Une mesure qui confirmait, qu'en fonction des besoins du Capital, les libéraux britanniques avaient toujours la même ligne de conduite : mutualiser les pertes, privatiser les profits. Une mesure qui inquiétait, pourtant, les spéculateurs : pour que Gordon Brown en arrive à nationaliser une banque, il fallait qu'il y ait vraiment le feu au lac !

En février 2008, la cinquième banque d'affaire américaine, la Bear Stearns évitait de peu la faillite grâce à son rachat par une autre banque d'affaire, la banque J.P. Morgan. Les actions de Bear Stearns qui avaient atteint la valeur de 170 dollars en 2007, étaient rachetées pour la modique somme de 2 dollars chacune. Les 30 milliards de dollars d'actifs boursiers de BS sont considérés comme totalement impossible à convertir en liquidités. Du coup, tous les investisseurs qui possédaient des actions du secteur bancaire se posaient tous les mêmes questions : « Les actions du secteur bancaire que je possède ne vont-elles pas subir le même sort ? Les banques pourront-elles continuer à faire face aux demandes de retrait ? Que vaudront mes actions si les déposants paniquent et se mettent tous à réclamer la restitution de leurs dépôts ? ». Ils se mettaient donc à vendre ces actions, faisant ainsi baisser leurs cours.

La perte de confiance s'étendait à d'autres secteurs d'activité, le comportement des spéculateurs étant des plus moutonniers. Le vendredi 14 mars, l'annonce d'un emprunt de 2 milliards de dollars effectué auprès d'un consortium international par la Banque Lehman Brothers faisait aussitôt chuter l'action de cette banque de 15 %. Lundi 17 mars, le CAC40 chutait de 3,51 points (- 20 % depuis le début de l'année), la bourse de Londres baisse dans des proportions, tout comme celle de Tokyo ou de Hongkong.

Le dollar est en chute libre par rapport à l'euro : un dollar pour 1,5905 euro ! Le yen et le yuan (la monnaie chinoise) font de même par rapport au dollar.

Le prix du baril de pétrole diminue mais signifie que les spéculateurs craignent une récession aux Etats-Unis et sa propagation à l'ensemble de l'économie mondiale.

Des interventions publiques à double tranchant

La Banque d'Angleterre offrait, lundi, 5 milliards de livres de refinancement aux banques afin de faire baisser le taux d'intérêt au jour le jour.

Le rachat de Bearn Stears était entièrement financé par la FED qui avait accordé, évènement rarissime, un prêt (dont les conditions sont restées secrètes) à la banque J.P. Morgan pour lui permettre d'effectuer ce rachat sans prendre le plus petit risque.

Le président de la FED, Ben Bernanke, décidait l'ouverture des guichets de la FED aux possesseurs de Bons du Trésor américains (SVT) pour la première fois depuis octobre 1929.

La FED baissait, dimanche 16 mars, son taux d'escompte de 3,50 % à 3,25 %. Mardi 18 mars, elle abaissait son principal taux directeur de 3 % à 2,25 % et de nouveau son taux d'escompte de 3,25 % à 2,50 %.

Ces interventions avaient pour but de permettre aux banques de se procurer plus facilement des liquidités et en même temps de rassurer les spéculateurs sur la solidité du système bancaire.

Elles permettaient aux places boursières européennes et asiatiques de rebondir. Le mercredi 19 mars, la bourse de Paris gagnait ainsi 1,10 %.

Mais pour combien de temps ?

En effet, si les interventions des banquiers centraux ont permis, jusqu'à maintenant, d'éviter un krach et une crise du type de l'ampleur de celle de 1929, elles ont produit en même temps deux effets pervers qui, à terme, accentuent les risques d'une crise globale.

Premier effet pervers : profitant des fonds injectés par les banquiers centraux et du rebond des valeurs boursières, les spéculateurs prennent leurs bénéfices ou limitent leurs pertes mais continuent de s'interroger. Pour que les banquiers centraux interviennent avec une telle agressivité sur les marchés financiers n'est-ce pas parce que la situation est beaucoup plus grave qu'ils ne veulent bien l'avouer ?

La déclaration du secrétaire d'Etat américain au Trésor, Henry Paulson ne les rassure pas vraiment : « Le gouvernement fera ce qu'il faudra pour maintenir la stabilité de notre système financier ». Cette déclaration ne sous-entend-elle pas, en effet, que cette stabilité serait bel et bien remise en cause ?

Quant à Allan Greenspan, l'ancien président de la FED, il les inquiète vraiment lorsqu'il assène, dans le Financial Times que « la crise actuelle pourrait bien être jugée comme la plus grave depuis la Seconde guerre mondiale ».

Deuxième effet pervers : ces interventions des banques centrales encouragent les banques à continuer leur spéculation effrénée.

Pourquoi, en effet, se gêneraient-elles ? Elles peuvent prendre tous les risques qu'elles veulent : les « prêteurs en dernier ressort », les banquiers centraux seront toujours là pour leur sauver la mise, leur offrir des milliards de liquidités, abaisser les taux de refinancement. Elles se sentent dans une situation de totale impunité et recommenceront demain, n'hésitant pas à prendre l'économie mondiale en otage.

La seule chose qui compte pour elles, c'est d'augmenter leur taux de profit.

Jean-Jacques Chavigné